

Louis ALIOT

Député au Parlement européen
Président du Mouvement pour une Europe des Nations et des Libertés
Conseiller Municipal et d'Agglomération de Perpignan

Strasbourg, le 27 octobre 2015

Monsieur Le Président de la République,

Membre de la Commission Développement du Parlement européen ainsi que de la Délégation Afrique-Caraïbe-Pacifique, je souhaite attirer votre attention sur la situation politique au Congo-Brazzaville par rapport à laquelle vous êtes récemment intervenu et dont la situation inquiète le parlementaire que je suis.

J'ai à ce propos interrogé la Commission européenne et Mme Federica Mogherini, vice-présidente de la Commission européenne, haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité sur la légalité du référendum constitutionnel destiné à permettre au chef de l'Etat actuel de briguer un troisième mandat pourtant interdit par le texte constitutionnel en application.

Nous avons observé avec inquiétude des discours contradictoires de la part des autorités françaises sur le sujet. Quelle est la position officielle de la France sur la situation au Congo-Brazzaville, sur la légalité du référendum, sur les violences pré-électorales, sur la privation de liberté des opposants et enfin sur les résultats prononcés ce jour ?

Vous vous êtes prononcé par le passé pour la stabilité des institutions en Afrique comme à Cotonou le 2 juillet 2015 pour appuyer la démocratie béninoise : **« Vous savez combien je suis attaché à ce que, en Afrique comme partout ailleurs, soient respectés les textes constitutionnels, les échéances électorales, les rythmes de la démocratie. Et si je suis ici, c'est pour montrer qu'il y a des exemples à donner. Avec trois alternances démocratiques en 25 ans, avec une Constitution qui a toujours été respectée, avec des élections régulières, autant de preuves que le Bénin a réussi, non pas sa transition, mais a réussi à donner à ses institutions, une pleine traduction démocratique »**

Que reste-t-il de vos déclarations qui engagent la France après le référendum contesté de Brazzaville qui s'est déroulé dans une ambiance démocratique toute relative et après des événements dramatiques qui ont endeuillés ce pays les jours précédant le scrutin ?

Comment la France peut-elle donner des leçons de démocratie au continent africain à Cotonou en Juillet 2015 et entériner un résultat référendaire contestable en Droit en Octobre 2015 ?

Que reste-t-il de votre discours devant les atteintes aux droits de l'opposition exercées par le pouvoir en place ? Pourquoi la France n'intervient pas auprès du gouvernement congolais pour faire libérer des opposants aujourd'hui assignés à résidence sans raison, cernés par la garde présidentielle qui empêche tout ravitaillement ?

La stabilité du continent africain est une nécessité démocratique non seulement pour les populations locales victimes de la mauvaise gouvernance, des guerres fratricides et de la corruption, mais aussi pour le continent européen et la France qui subissent directement les dégâts humains des relations tumultueuses qui existent entre l'Afrique et la France d'un point de vue migratoire et économique.

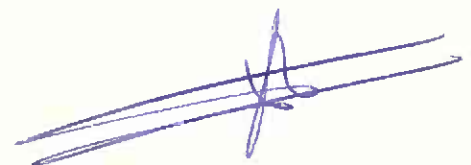
Le développement de l'Afrique est l'une des conditions du desserrement de l'étau migratoire qui presse le continent européen, mais aussi une opportunité pour notre économie et le renforcement d'un partenariat privilégié qui nous unit à beaucoup de pays africains par le biais de la francophonie.

Il est temps de rompre avec la politique africaine de la France faite de compromissions avec des régimes politiques douteux et de défense d'intérêts d'ordre essentiellement économiques et privés. Cette rupture promise par tous les présidents français depuis Mitterrand n'a jamais été suivie de mesures concrètes alors qu'elle est essentielle au renouveau des relations entre la France et l'Afrique, à la paix, à la stabilité et au développement.

Afin que vous mettiez vos promesses en adéquation avec vos actes, nous vous demandons solennellement d'intervenir auprès des institutions internationales ainsi qu'auprès du gouvernement congolais pour que cesse ce scandale démocratique et que soient libérés dans les plus brefs délais les chefs de l'opposition illégalement détenus.

Cette demande doit être d'autant plus rapide que le médiateur envoyé par l'ONU à Brazzaville n'arrive pas à obtenir la moindre coopération des autorités locales. Une détérioration de la situation serait catastrophique pour le Congo et pour l'image de la France.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes sentiments républicains.



Louis ALIOT